

De ontwerpen liggen ook ter inzage bij de lokale besturen van de agglomeraties Antwerpen en Gent :

- Het ontwerp van actieplan voor de agglomeratie Antwerpen zal ter inzage liggen in de districtshuizen van de agglomeratie Antwerpen. Het openbaar onderzoek zal bovendien aangekondigd worden in het magazine Den Antwerpenaar en op de website www.antwerpen.be.
- Het ontwerp van actieplan voor de agglomeratie Gent zal ter inzage liggen aan de Loketten Stedenbouw en Openbaar Domein van de stad Gent. Het openbaar onderzoek zal bovendien aangekondigd worden door aanplakking aan het stadshuis en op de website van de stad Gent.

Gedurende de hoger vermelde termijn kan iedereen bezwaren of opmerkingen schriftelijk ter kennis brengen van het bestuur op bovenvermeld postadres via aangetekende brief, of per e-mail aan lucht.hinder.gezondheid@lne.vlaanderen.be.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2010/205928]

15 OCTOBRE 2010. — Circulaire relative au décret du 6 mai 2010 portant transposition partielle de la Directive 2006/111/CE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises

A Mesdames et Messieurs

les Députés provinciaux

les Bourgmestres et Echevins

les Présidents d'intercommunale

Pour information :

A Madame et Messieurs les Gouverneurs

A Mesdames et Messieurs les Greffiers et Comptables provinciaux

A Mesdames et Messieurs les Secrétaires et Receveurs communaux

Mesdames, Messieurs,

Le décret du 6 mai 2010, publié au *Moniteur belge* du 20 mai 2010 (3^e édition - pages 28504-28506) transpose partiellement la Directive 2006/111/CE de la Commission du 16 novembre 2006 relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises (partiellement, dans la mesure où seules les dispositions qui le nécessitaient ont été transposées). Il entrera donc en vigueur pour les comptes 2010.

Notions générales

L'article 7 du décret explicite le sens de plusieurs notions utilisées dans le décret, notamment les droits exclusifs ou spéciaux.

Les services d'intérêt économique général (SIEG), mentionnés aux articles 16 et 86 du traité CE sont (selon la jurisprudence CE) des " services de nature économique que les États membres ou la Communauté soumettent à des obligations spécifiques de service public en vertu d'un critère d'intérêt général. La notion de services d'intérêt économique général couvre donc plus particulièrement certains services fournis par les grandes industries de réseau comme le transport, les services postaux, l'énergie et les communications. Toutefois, l'expression s'étend également aux autres activités économiques soumises elles aussi à des obligations de service public. "

Organismes concernés en principe

La Directive 2006/111/CE concerne plusieurs catégories d'organismes :

- avec la personnalité juridique : intercommunales, associations de projet, régies autonomes (provinciales ou communales);
- sans la personnalité juridique : régies ordinaires (provinciales ou communales).

Obligations imposées tenant compte de certaines conditions d'application

Deux catégories d'obligations sont imposées :

1- Faire ressortir les mises à disposition :

Tous les organismes (avec ou sans la personnalité juridique) sont concernés en principe.

Obligation = tenir, outre la comptabilité que leur imposent les dispositions légales et réglementaires régissant cette matière, une comptabilité faisant ressortir :

- a) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur directement par les pouvoirs publics;
- b) les mises à disposition de ressources publiques effectuées en leur faveur par les pouvoirs publics par l'intermédiaire d'entreprises publiques ou d'institutions financières;
- c) l'utilisation effective de ces ressources publiques.

Conditions cumulatives : pour être tenu par cette obligation, l'organisme doit réaliser un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros et bénéficier de mises à disposition de ressources publiques (entendues au sens le plus large : directes - subvention en argent par exemple - ou indirectes - mise à disposition de personnel ou de biens divers).

Afin de rencontrer cette obligation, les organismes concernés joindront à leurs comptes d'exercice une annexe particulière regroupant toutes les mises à disposition de ressources publiques en leur faveur reçues au cours de l'exercice, en précisant pour chacune le montant, le numéro de compte (comptable) concerné, son libellé, et son utilisation effective (avec le compte de contrepartie).

2- Tenir des comptes séparés :

Uniquement les organismes dotés de la personnalité juridique sont concernés en principe.

Obligation = tenir des comptes séparés qui doivent refléter les différentes activités exercées par la même entreprise ainsi que sa structure financière et organisationnelle en faisant ressortir :

- a) les charges et produits associés aux différentes activités;
- b) le détail de la méthode d'imputation ou de répartition des charges et produits entre les différentes activités.

L'organisme est tenu par cette obligation (conditions non cumulatives) :

- si des droits spéciaux lui ont été attribués par un pouvoir public
- **ou** si des droits exclusifs lui ont été attribués par un pouvoir public
- **ou** s'il s'agit d'un organisme qui est chargé de la gestion d'un service d'intérêt économique général au sens de l'article 86, § 1^{er} du Traité des Communautés européennes.

En outre, pour être tenu par cette obligation, l'organisme doit **aussi** remplir **toutes** les conditions (conditions cumulatives) suivantes :

- il réalise un chiffre d'affaires annuel net de plus de quarante millions d'euros
- **et** il reçoit une compensation de service public sous quelque forme que ce soit pour ce service (sauf si les compensations reçues sous quelque forme que ce soit ont été fixées pour une période appropriée suite à une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire)
- **et** il exerce d'autres activités en même temps.

A priori, les principes et méthodes de comptabilisation applicables en Région wallonne rencontrent déjà ces obligations. Si cela n'est pas le cas en pratique, il conviendra d'adapter les inscriptions comptables pour rencontrer ces obligations en décomposant les écritures selon les différentes activités exercées.

Adresse d'expédition de la comptabilité des mises à disposition ou des comptes séparés :

- intercommunales et régies ordinaires : les données font partie intégrante des comptes de l'exercice concerné et sont soumises aux dispositions existantes (envoi avec les comptes annuels au Gouvernement wallon ou au collège provincial concerné);

- associations de projet et régies autonomes : les données sont à transmettre au Gouvernement wallon dans les trois mois de leur approbation par les organes concernés de l'association (rue Van Opré 91, 5100 Jambes - à l'attention du Département de la Gestion et des Finances).

Namur, le 15 octobre 2010.

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

Vos correspondants :

Direction générale opérationnelle Pouvoirs Locaux, Action sociale et Santé

Tél : 081-32 37 11 — Fax : 081-30 90 93

Département Gestion et Finances (M. Charlier) 081-32 37 42 — (L. Bosquillon) 081-32 37 67

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2010/205928]

15. OKTOBER 2010 — Rundschreiben über das Dekret vom 6. Mai 2010 zur Umsetzung eines Teils der Richtlinie 2006/111/EG über die Transparenz der finanziellen Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten und den öffentlichen Unternehmen sowie über die finanzielle Transparenz innerhalb bestimmter Unternehmen

An die Damen und Herren

Provinzabgeordneten

Bürgermeister und Schöffen

Vorsitzenden der Interkommunalen

Zur Information :

An die Damen und Herren Gouverneure

An die Damen und Herren Provinzgreffiers und Provinzrechnungsführer

An die Damen und Herren Gemeindesekretäre und Gemeindevorsteher

Sehr geehrte Damen und Herren,

Durch das am 20. Mai 2010 im *Belgischen Staatsblatt* (3te Ausgabe - Seiten 28504-28506) veröffentlichte Dekret vom 6. Mai 2010 wird die Richtlinie 2006/111/EG der Kommission vom 16. November 2006 über die Transparenz der finanziellen Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten und den öffentlichen Unternehmen sowie über die finanzielle Transparenz innerhalb bestimmter Unternehmen teilweise umgesetzt (teilweise, insofern lediglich die Bestimmungen umgesetzt wurden, für die es erforderlich war). Es wird für die Abrechnungen 2010 in Kraft treten.

Allgemeine Begriffe

In Artikel 7 des Dekrets wird die Bedeutung von verschiedenen, in dem Dekret benutzten Begriffen erläutert, insbesondere die ausschließlichen und besonderen Rechte.

Die in den Artikeln 16 und 86 des EG-Vertrags erwähnten Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse (DAWI) sind (laut der EG-Rechtsprechung) "Dienstleistungen mit wirtschaftlichem Schwerpunkt, die die Mitgliedstaaten oder die Gemeinschaft mit bestimmten, dem allgemeinen Interesse unterliegenden Aufgaben des öffentlichen Dienstes belegt". Der Begriff der Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse umfasst also insbesondere bestimmte Dienstleistungen der großen, an die Infrastruktur gebundenen Branchen wie Verkehr, Postdienste, Energie und Kommunikation. Dennoch schließt der Begriff auch andere wirtschaftliche Tätigkeiten mit ein, da sie ebenfalls zur Erfüllung von gemeinwirtschaftlicher Verpflichtungen beitragen."

Grundsätzlich betroffene Einrichtungen

Die Richtlinie 2006/111/EG betrifft mehrere Kategorien von Einrichtungen:

- mit Rechtspersönlichkeit: Interkommunalen, Projektvereinigungen, autonome Regionen (Provinzial- oder Gemeinderegionen);
- ohne Rechtspersönlichkeit: gewöhnliche Regionen (Provinzial- oder Gemeinderegionen).

Auferlegte Verpflichtungen unter Berücksichtigung bestimmter Anwendungsbedingungen

Es werden zwei Kategorien von Verpflichtungen auferlegt:

1- Bereitstellungen offen legen:

Grundsätzlich sind alle Einrichtungen (mit oder ohne Rechtspersönlichkeit) betroffen.

Verpflichtung = außer der Rechnungsführung, die ihnen durch die gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen auferlegt wird, Rechnungen führen, die Folgendes offen legen:

- a) die unmittelbare Bereitstellung zu ihren Gunsten öffentlicher Mittel durch die öffentliche Hand;
- b) die Bereitstellung zu ihren Gunsten öffentlicher Mittel durch die öffentliche Hand über öffentliche Unternehmen oder Finanzinstitute;
- c) die tatsächliche Verwendung dieser öffentlichen Mittel.

Kumulative Bedingungen: um diese Verpflichtung einhalten zu müssen, muss die Einrichtung einen Nettojahresumsatz von mehr als vierzig Millionen Euro erzielen **und** die Bereitstellung öffentlicher Mittel in Anspruch nehmen (im weitesten Sinne genommen: unmittelbare Bereitstellung - zum Beispiel Geldzuschüsse - oder mittelbare Bereitstellung - Bereitstellung von Personal oder verschiedene Güter).

Um diese Verpflichtung zu erfüllen, fügen die betroffenen Einrichtungen ihren Haushaltsabrechnungen eine besondere Anlage bei, die alle Bereitstellungen zu ihren Gunsten öffentlicher Mittel umfasst, die sie im Laufe des Haushaltsjahr erhalten haben, und zwar unter Angabe für jeden Betrag der Nummer des betreffenden Rechnungspostens, dessen Bezeichnung und effektive Verwendung (mit dem Gegenrechnungsposten).

2- Getrennte Bücher führen:

Grundsätzlich sind lediglich die Einrichtungen mit Rechtspersönlichkeit betroffen.

Verpflichtung = getrennte Bücher führen, die die verschiedenen, von ein und demselben Unternehmen ausgeübten Tätigkeiten, sowie dessen Finanz- und Organisationsstruktur widerspiegeln müssen, so dass Folgendes klar ersichtlich wird:

- a) die Kosten und Erlöse in Verbindung mit den verschiedenen Tätigkeiten;
- b) eine genaue Angabe der Methode, nach der die Kosten und Erlöse den verschiedenen Geschäftsbereichen zugeordnet und zugewiesen werden.

Die Einrichtung muss diese Verpflichtung einhalten (nicht kumulative Bedingungen):

- wenn ihr besondere Rechte von einer öffentlichen Behörde verliehen wurden
- **oder** wenn ihr ausschließliche Rechte von einer öffentlichen Behörde verliehen wurden
- **oder** wenn es sich um eine Einrichtung handelt, die mit der Erbringung einer Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse im Sinne des Artikels 86, § 1 des EG-Vertrags betraut ist.

Außerdem muss die Einrichtung zur Einhaltung dieser Verpflichtung **ebenfalls alle** nachstehenden Bedingungen (kumulative Bedingungen) erfüllen:

- sie erzielt einen Nettojahresumsatz von mehr als vierzig Millionen Euro
- **und** erhält einen Ausgleich in unterschiedlicher Form in Bezug auf diese Dienstleistung (außer wenn die erhaltenen Ausgleichs in unterschiedlicher Form infolge eines offenen, transparenten und nicht diskriminierenden Verfahrens für einen angemessenen Zeitraum festgesetzt wurden)
- **und** übt gleichzeitig andere Tätigkeiten aus.

Von vornherein kommen die in der Wallonischen Region anwendbaren Abrechnungsgrundsätze und -methoden diesen Verpflichtungen bereits entgegen. Wenn dies in der Praxis nicht der Fall sein sollte, wäre es angebracht, die rechnungsführerischen Eintragungen zur Erfüllung dieser Verpflichtungen anzupassen, indem die Einträge je nach den ausgeübten Tätigkeiten aufgliedert werden.

Einsendeanschrift der Rechnungsführung der Bereitstellungen oder getrennten Bücher:

- gewöhnliche Interkommunalen und Regien: die Daten sind fester Bestandteil der betroffenen Haushaltsabrechnungen und unterliegen den bestehenden Bestimmungen (Einsendung mit den Jahresabrechnungen an die Wallonische Regierung oder an das betroffene Provinzkollegium);

- Projektvereinigungen und autonome Regien: die Daten sind innerhalb von 3 Monaten ab deren Genehmigung durch die betroffenen Organe der Vereinigung der Wallonischen Regierung zu übermitteln (rue Van Opère 91, 5100 Jambes - an das "Département de la Gestion et des Finances").

Namur, den 15. Oktober 2010

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Ihre Sachbearbeiter:

"Direction générale opérationnelle Pouvoirs Locaux, Action sociale et Santé" (Operative Generaldirektion Lokale Behörden, Soziale Maßnahmen und Gesundheit)

Tel: 081-32 37 11 — Fax: 081-30 90 93

"Département Gestion et Finances" (Abteilung Verwaltung und Finanzen) (M. Charlier) 081-32 37 42 — (L. Bosquillon) 081-32 37 67

 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2010/205928]

15 OKTOBER 2010. — Omzendbrief betreffende het decreet van 6 mei 2010 tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2006/111/EG betreffende de doorzichtigheid in de financiële betrekkingen tussen lidstaten en openbare bedrijven en de financiële doorzichtigheid binnen bepaalde ondernemingen

Aan de Dames en Heren

Provinciaal Gedeputeerden

Burgemeesters en Schepenen

Voorzitters van een intercommunale

Ter informatie :

Aan Mevrouw en de heren Gouverneurs

Aan de Dames en Heren Provinciegriffiers en Provinciale Rekenplichtigen

Aan de Dames en Heren Gemeentesecretarissen en Gemeenteontvangers

Dames en Heren,

Het decreet van 6 mei 2010, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 mei 2010 (3e uitgave - bladzijden 28504-28506) is de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2006/111/CE van de Commissie van 16 november 2006 betreffende de doorzichtigheid in de financiële betrekkingen tussen lidstaten en openbare bedrijven en de financiële doorzichtigheid binnen bepaalde ondernemingen (gedeeltelijk, in zoverre alleen de bepalingen, waarvoor het nodig was, zijn omgezet). Het zal dan ook voor de rekeningen 2010 in werking treden.

Algemene begrippen

In artikel 7 van het decreet wordt de zin van verschillende begrippen die in het decreet gebruikt worden, nader toegelicht, met name de uitsluitende of bijzondere rechten.

De diensten van algemeen economisch belang (DAEB), bedoeld in de artikelen 16 en 86, van het EG-Verdrag, zijn (volgens de EG-rechtspraak) "diensten van economische aard, waarvoor de lidstaten of de Gemeenschap op grond van een criterium van algemeen belang specifieke openbaredienstverplichtingen van toepassing verklaren. Het begrip van diensten van algemeen economisch belang betreft dus voornamelijk bepaalde diensten die worden verleend door de grote netwerkindustriën, zoals vervoer, postdiensten, energie en communicatie maar ook op alle andere economische activiteiten waarop openbaredienstverplichtingen van toepassing zijn".

Organen die in principe betrokken zijn

Richtlijn 2006/111/EG betreft verschillende categorieën organen :

- met de rechtspersoonlijkheid: intercommunales, projectverenigingen, autonome (provincie- of gemeente-) bedrijven;

- zonder de rechtspersoonlijkheid : gewone (provincie- of gemeente-)bedrijven.

Verplichtingen die rekening houdende met bepaalde toepassingsvoorwaarden worden opgelegd

Er worden twee categorieën verplichtingen opgelegd :

1 - De beschikbaarstellingen duidelijk laten blijken :

Alle organen (met of zonder de rechtspersoonlijkheid) zijn in principe betrokken.

Verplichting = naast de boekhouding die hen bij de relevante wets- en regelgevende bepalingen opgelegd wordt, een boekhouding voeren waaruit volgende zaken duidelijk blijken :

- a) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze rechtstreeks krijgen van de overheden;
- b) de beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze krijgen van de overheden via openbare bedrijven of financiële instellingen;
- c) de daadwerkelijke besteding van die openbare middelen.

Cumulatieve voorwaarden : om aan die verplichting gehouden te zijn, moet het orgaan een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro hebben en over openbare middelen beschikken (in de ruimste zin verstaan : rechtstreeks - toelage in geld bij voorbeeld - of onrechtstreeks - beschikbaarstelling van personeel of diverse goederen).

Om die verplichting te vervullen, moeten de betrokken organen bij hun boekjaarrekeningen een bijzondere bijlage voegen, die alle beschikbaarstellingen van openbare middelen die ze tijdens het boekjaar hebben gekregen, omvat, waarbij het bedrag, het betrokken (boekhoud-)rekeningnummer, de omschrijving en de daadwerkelijke besteding (met het tegenrekening) van elk van die openbare middelen nader bepaald worden.

2 - Een gescheiden boekhouding voeren :

Alleen de organen met de rechtspersoonlijkheid zijn in principe betrokken.

Verplichting = een gescheiden boekhouding voeren die de verschillende activiteiten van hetzelfde bedrijf en de financiële en organisatorische structuur moet weergeven zodat daaruit duidelijk blijkt :

- a) welke kosten en opbrengsten met de verschillende activiteiten verband houden;
- b) volgens welke methoden, tot in bijzonderheden, de kosten en opbrengsten aan de verschillende activiteiten worden toegerekend.

Het orgaan is aan die verplichting gehouden (niet-cumulatieve voorwaarden) :

- indien bijzondere rechten aan het orgaan zijn toegekend door een overheid
- of indien uitsluitende rechten aan het orgaan zijn toegekend door een overheid
- of indien het gaat om een orgaan belast met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang in de zin van artikel 86, § 1, van het EG-Verdrag.

Om aan die verplichting gehouden te zijn, moet het orgaan bovendien **ook alle** volgende voorwaarden (cumulatieve voorwaarden) vervullen :

- het heeft een jaarlijkse netto-omzet van meer dan veertig miljoen euro
- en het krijgt een compensatie voor openbare dienst in gelijk welke vorm voor die dienst (behalve als de in gelijk welke vorm ontvangen compensaties voor een aangepaste periode ten gevolge van een open, doorzichtige en niet-discriminerende procedure bepaald zijn)
- en het oefent tegelijk andere activiteiten uit.

De in het Waalse Gewet toepasbare boekhoudingsbeginselen en -methodes vervullen a priori reeds deze verplichtingen. Als het in de praktijk niet het geval is, zullen de boekhoudkundige verrichtingen aangepast moeten worden om die verplichtingen te vervullen, waarbij de boekhouding volgens de verschillende uitgeoefende activiteiten ontleed zal worden.

Verzendingsadres van de boekhouding van de beschikbaarheden of van de gescheiden rekeningen :

- intercommunales en gewone bedrijven : de gegevens maken volledig deel uit van de rekeningen van het betrokken boekjaar en worden onderworpen aan de bestaande bepalingen (zending met de jaarlijkse rekeningen aan de Waalse Regering of aan het betrokken provinciecollege);
- projectverenigingen en autonome bedrijven : de gegevens dienen aan de Waalse Regering overgemaakt te worden binnen 3 maanden na hun goedkeuring door de betrokken organen van de vereniging (rue Van Opré 91, 5100 Jambes - ter attentie van het Departement Beheer en Financiën).

Namen, 15 oktober 2010.

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

Uw contactpersonen :

Directoraat-generaal Plaatselijke besturen, Sociale actie en Gezondheid

Tel : 081-32 37 11 — Fax : 081-30 90 93

Departement Beheer en Financiën (M. Charlier) 081-32 37 42 — (L. Bosquillon) 081-32 37 67